

Les élus communistes et républicains des Hautes Pyrénées contre l'Europe de la finance

Résolument engagés dans la campagne, les élus communistes et républicains, appellent nos concitoyens à ne pas manquer l'occasion qui leur est donnée, le dimanche 25 mai avec les élections européennes, de sanctionner avec force les politiques ultralibérales à l'œuvre en Europe et en France, en utilisant le vote Front de gauche.

Ne pas manquer l'occasion de dire stop à ces politiques d'austérité renforcée qui entraînent pour les peuples des dégâts sociaux considérables et la remise en cause des droits fondamentaux.

Comme élus, nous ne savons que trop le rôle régressif que joue l'Europe Libérale qui s'est construite sous la houlette des gouvernements et les injonctions de la commission européenne, notamment dans le contrôle strict des budgets publics des Etats et des collectivités territoriales... Avec elle, c'est la notion même de politiques publiques répondant aux besoins des habitants, facteur d'égalité et rempart contre l'exclusion, qui est remise en cause.

En nous rassemblant largement pour les listes du Front de gauche, nous agissons efficacement pour ouvrir une autre voie, celle d'une Europe sans austérité, d'une Europe démocratique faisant contrepoids aux multinationales et aux marchés financiers.

Nous agissons pour un grand pacte social européen pour un fonds de développement social et écologique européen permettant de financer le développement des services publics pour le bien commun, de la santé à l'éducation, aux transports, à l'énergie et des projets pour la transition écologique dans l'industrie, l'agriculture, les océans, le logement. Nous agissons pour l'application dans chaque pays d'une clause de non régression sociale, d'un salaire minimum supérieur à 20% au moins des seuils nationaux de pauvreté.

Nous agissons pour une réorientation des grandes politiques industrielles européennes et de l'énergie dans le cadre d'un nouveau projet écologique, pour une politique de sécurité d'emploi et de formation.

Nous agissons pour une Europe des droits humains, à l'opposé des régressions auxquelles nous assistons avec la montée des idéologies rétrogrades comme la remise en cause de l'IVG.

Nous agissons pour élire des députés qui s'opposeront à la création à marche forcée d'un grand marché transatlantique entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, une vaste zone de libre-échange née du

démantèlement des règles tarifaires, réglementaires et environnementales qui protègent les salariés et les consommateurs.

Avec le vote Front de gauche, nous agirons pour une Europe du progrès social, des droits humains, de la solidarité, de la coopération et de la paix. Nous agirons pour d'autres solutions en France que le super plan d'austérité de Manuel Valls soutenu par le Medef, directement inspiré par Berlin et la commission européenne et en plein accord avec eux. Un plan qui accélère le « big bang territorial » et vise à intégrer les territoires et les collectivités de notre pays dans cette logique ultra concurrentielle qu'appellent de leurs vœux les marchés financiers.

Un plan d'austérité qui va se traduire par une diminution sans précédent du volume de l'action publique sur le territoire.

Un plan qui prévoit la suppression des départements, la réduction de la moitié du nombre de régions dès 2017, une nouvelle carte intercommunale imposée, la suppression de la clause de compétence générale...des mesures d'austérité inédites qui vise les collectivités : 11 milliards de moins en trois ans !

Combien de services diminués ou supprimés pour les populations, combien d'emplois publics et privés qui disparaîtront avec ces mesures ? Combien de missions essentielles abandonnées, renvoyant les citoyens vers des solutions individuelles générant de nouvelles inégalités, de nouvelles exclusions avec de graves conséquences sociales ?

Il est impensable que ces mesures se prennent sans même que les citoyens aient leur mot à dire. C'est pourquoi nous réitérons notre exigence : « Pas de changement des institutions démocratiques sans démocratie ! » Les français doivent être consultés par référendums. Le poids du vote Front de gauche le 25 mai prochain sera un atout pour tous les combats qui vont se mener dans ce sens dans les mois qui viennent.

Le 25 mai, pas d'hésitation ! Rassemblons-nous pour une rupture nette avec le modèle européen actuel qui a fait faillite et pour s'attaquer à la refondation de la construction européenne : coopérative, solidaire, démocratique.

Votons massivement pour la liste Front de Gauche conduite par Jean-Luc MELENCHON et Marie-Pierre VIEU.